que nous allons relater, fut lui, capital.

En effet, les papiers de Pichon avaient été volés par un individu habitant les environs de Bordeaux, qui se faisait appeler «Gibier». Il demeurait à Cauderan et fut découvert dimanche par les inspecteurs Ruyssen et Boilet, grâce aux indications que leur avait données son amie, une bonne prénommée Rose, chez qui il se faisait adresser sa correspondance.

Il fut appréhendé à 13 h. 30, à la sortie d'un restaurant de Cauderan.

...qui avait volé les papiers d'un vagabond nommé Pichon

Interrogé l'homme se troubla et reconnut que, dans une lettre signée «Pichon», mise à la poste le 17 janvier, à Cauderan, il demandait à être rembarqué parmi le personnel de la Compagnie générale transatlantique.

D'ailleurs, les policiers se trouvaient en présence d'un homme ayant sur lui des papiers au nom de Pichon. Interrogé à fond, il ne tarda pas à confesser qu'il avait volé ces papiers au dénommé Pichon, vagabond et voleur, sur qui pesaient le matin encore, les plus graves soupçons.

Comment s'appelait en réalité l'homme aux deux fausses identités, celles de Gibier et de Pichon ?

« C'est moi qui ai transporté la malle... »

Il hésita longtemps et finit par avouer:

— Je m'appelle Giuseppe Resial et suis né le 14 mars 1909 à San Pedro (Italie). Je suis expulsé.

Un dialogue se poursuivit alors, serré, entre l'Italien et les inspecteurs.

— Etiez-vous à Paris le 2 janvier ?

— Oui.

— Vous vous êtes présenté à l'hôtel Marengo ?

— Oui, c'est moi qui ai transporté la malle.

Resial qui avait lu les journaux précisa :

— C'est moi l'homme à la salopette.

Puis, en veine de confidences, il déclara :

« C'est moi qui ai touché le montant du livret de Juguet »

— C'est moi qui ai retenu la chambre. C'est moi qui ai touché à la Caisse d'épargne, le montant du livret de Victor Juguet. C'est moi encore qui suis allé payer, 124, rue Saint-Maur, son loyer.

La propriétaire de l'hôtel Marengo reconnaît en Resial son client du 2 janvier

C'étaient là des aveux complets, si précis même qu'il était permis de demander si l'Italien ne mentait pas.

En attendant, tout un faisceau de preuves était dirigé contre lui. C'est ainsi que la photographie de Resial, alias Gibier et Pichon, fut présentée à la propriétaire de l'hôtel Marengo, 156, rue Saint-Honoré, Mme Mezenval, qui le reconnut formellement.

— C'est Pradon, dit-elle. C'est lui qui a loué la chambre le 2 janvier.

La trace de Resial fut alors suivie à Paris.

Des inspecteurs signalèrent son passage en différents endroits de la capitale, notamment rue Saint-Maur, au numéro 124, domicile de Victor Juguet, où il avait, en effet, cyniquement payé le terme de sa victime.

Mais là, à la vue de la photographie, le propriétaire de l'immeuble fut moins affirmatif. Il ne reconnut pas formellement son étrange visiteur.

C'est la première note discordante enregistrée dans l'enquête qui a fait un grand pas après un circuit Paris-Le Havre-Bordeaux.

La police parisienne est convaincue que le mystère de la chambre 13 est sur le point d'être dissipé et le chef de la brigade spéciale de la police judiciaire, M. Roches, est parti à 17 h. 25 pour Bordeaux, où il va diriger personnellement l'enquête et mener l'interrogatoire du jeune Italien.

Resial, qui était expulsé, avait un casier judiciaire chargé

Joseph Resial n'est pas un inconnu pour la police. Il possède, en effet, un casier judiciaire assez chargé. C'est ainsi qu'il fut condamné par le tribunal de Grenoble, en 1932, à 3 mois de prison pour vol, et plusieurs fois condamné, la même année, par les tribunaux de Valence, Lyon et Montpellier pour infraction à un arrêté d'expulsion.

Il avait pris le nom de Grellier en 1934, nom sous lequel il fut condamné par le tribunal de Bordeaux pour vol et recel à un an de prison. Le 21 mars 1935, le même tribunal le condamnait pour usurpation d'état civil à un an de prison avec confusion.

Les empreintes relevées dans la chambre de la victime sont celles de l'Italien

Ajoutons que des renseignements parvenus à la police judiciaire, permettent d'affirmer que les empreintes révélées dans la chambre de Victor Juguet, la victime, 124, rue Saint-Maur, correspondent à celles de Resial. Ce dernier a été en outre trouvé porteur, au moment de son arrestation, du livret militaire de sa victime.

Mais il se défend toujours d'avoir été l'égorgeur de Juguet, affirmant qu'il ne fut que le manœuvre de l'assassin, ayant acheté et transporté la malle, payé la chambre 13 à l'hôtel Marengo et le terme de la victime, rue Saint-Maur.

« Ce n'est pas moi qui ai tué », prétend Resial

Dans l'après-midi, à 17 h., les inspecteurs parisiens procédèrent à l'interrogatoire de l'individu qui se dissimulait sous quatre faux états civils dont aussi celui de Victor Juguet, le nom même de la victime du crime.

Reste à savoir maintenant si Resial est véritablement le meurtrier du cuisinier du « Paris ». Les policiers semblent avoir de sérieuses raisons de le croire, bien qu'il ait nié être l'auteur du crime.

En effet, il a déclaré avoir rencontré un individu qui, selon lui, lui aurait dit:

— Veux-tu gagner deux mille francs ? Sur sa réponse affirmative, son interlocuteur l'aurait chargé d'acheter une malle.

A la nette question: « Qui a tué ? » des enquêteurs, il a répondu:

— Ce n'est pas moi. J'ai fait tout ce que je vous ai dit. J'ai même acheté la malle dans un grand magasin de Paris. Je n'ai fait qu'obéir aux ordres du « grand » qui m'a remis de l'argent.

L'interrogatoire reprendra lundi.

Rose parlera-t-elle ?...

Le matin, d'autre part, les policiers parisiens ont sommairement interrogé l'amie de l'Italien.

Celle-ci déclara n'avoir pas vu « Pichon » depuis une dizaine de jours. Or, il est établi que l'Italien a passé la nuit dernière auprès de son amie.

Pourquoi celle-ci a-t-elle menti ? C'est un point qui reste encore à éclaircir.

En Espagne

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

Cependant que les forces « des Flèches » sont ainsi durement accrochées, les colonnes de Garcia Valino effectuent, au large, par le nord dans la Sierra de Rubio, une vaste manœuvre qui menace Manresa tout autant que l'était Igualada.

Ces deux villes sont le centre des deux seuls points fortifiés qui défendent le passage vers Barcelone.

C'est le sort immédiat de Barcelone qui se joue

Lerida, 22 janvier. — (D'un des envoyés spéciaux de l'Agence Havas) : Sur le front Igualada-Manresa se livre un intense duel d'artillerie.

L'aviation nationaliste bombarde les réduits adverses avec des bombes puissantes.

A l'arrière, des escadrilles de chasse volant en rase motte, mitraillent les concentrations gouvernementales.

A l'acharnement de la lutte et aux moyens mis en œuvre, de chaque côté, pour la mener, on ne peut plus douter que le sort immédiat de Barcelone se joue là.

Après la prise de Villafranca del Panades

Lérida, 22 janvier. — (D'un des envoyés spéciaux de l'Agence Havas):

La prise de Villafranca del Panadès par les forces navarraises s'est effectuée sans violent combat. L'adversaire n'a tenté à aucun moment de contenir l'avance des nationalistes. Il a rompu sans arrêt, s'efforçant seulement de la retarder par des feux violents de mitrailleuses et par des raids rapides de sections de tanks.

Il est resté environ 2.500 habitants dans Villafranca del Panadès sur les quinze mille qu'elle abritait le mois dernier. Presque toutes les maisons avaient été pillées, mais la ville, dans l'ensemble, était en bon état. Les gouvernementaux, avant de se retirer, avaient fait sauter à la dynamite les ponts, les passages à niveau, les croisements de routes et toutes les œuvres d'art.

Le président Azana aurait quitté Barcelone

Perpignan, 22 janvier. — Le bruit court dans les milieux républicains espagnols de Perpignan que le président Azana aurait quitté Barcelone pour une destination inconnue. L'opinion généralement admise est qu'il se rendrait à Valence ou à Madrid.

Selon des renseignements parvenus dans les mêmes milieux, le gouvernement aurait, comme pour Madrid, fait renforcer les dispositifs de sécurité protégeant Barcelone sur les hauteurs dominant la ville; les travaux défensifs et la construction de retranchements sont activés dans les faubourgs, notamment à Sans et à Hostafranchs.

D'autre part, d'après les indications données par des Français revenant de Barcelone, la pénurie de vivres s'accentue dans cette ville, où affluent les réfugiés.

La colonie française a manifesté le désir de ne pas être évacuée, préférant attendre les nationalistes.

Le gouvernement républicain, de l'avis général, se transporterait à Valence ou à Madrid pour continuer la lutte.

Six pelotons de gardes mobiles destinés à renforcer la protection de la frontière sont attendus à Perpignan et à La-Teur-de-Carol.

Barcelone a subi dimanche neuf bombardements aériens

Barcelone, 22 janvier. — Barcelone a subi, dans la zone du port et les quartiers environnants, neuf bombardements aériens.

Le bilan des victimes s'établit à 24 morts et 57 blessés.

Les jeunes gens de 18 ans sont appelés sous les drapeaux en Espagne nationaliste

Saint-Sébastien, 22 janvier. — Les recrues du quatrième trimestre 1941, c'est-à-dire les jeunes gens nés en octobre, novembre et décembre 1920, sont appelés sous les drapeaux. Elles devront se présenter dans leurs corps respectifs le 25 janvier.

Plus de commerce et d'industrie à Barcelone

Barcelone, 22 janvier. — Un décret publié par le ministre de l'Economie de la Généralité suspend à partir de lundi le commerce et l'industrie de Barcelone, pour que tous les hommes valides de 55 ans et les femmes volontaires puissent coopérer aux travaux prescrits par l'autorité militaire.

Aucune excuse ne sera admise. Tous les magasins devront être fermés. Toute infraction sera considérée comme un manquement au régime.

M. Daladier confère avec M. Bonnet sur la situation

Paris, 22 janvier. — M. Edouard Daladier a reçu dimanche, à 19 h. 15, M. G. Bonnet.

Le ministre des Affaires étrangères qui, depuis trois jours, ne s'était pas entretenu avec le président du Conseil de la situation internationale, a mis celui-ci au courant des derniers événements, notamment de l'avance des troupes nationalistes en direction de Barcelone.

L'entrevue n'a pris fin qu'à 20 heures.

Les relations commerciales entre la France et les nationalistes

Le Conseil de la Chambre de commerce franco-espagnole s'est réuni sous la présidence de M. Bonnefon-Craponne.

Il a pris note avec satisfaction des progrès rapides faits par cette compagnie, qui groupe actuellement plus de 500 membres représentant les maisons industrielles et commerciales les plus importantes de notre pays.

Il a discuté longuement les bases d'un accord avec le gouvernement nationaliste, en vue de la reprise rapide des transactions entre les deux pays.

LE DIMANCHE POLITIQUE

M. de Monzie au Havre

« Il faut établir rapidement un pont-route sur la Seine », déclare le ministre des Travaux publics

Le Havre, 22 janvier. — M. de Monzie est arrivé en gare du Havre par le rapide du service régulier, à 10 h. 56.

Le ministre des Travaux publics a été salué par MM. Verlomme, préfet de la Seine-Inférieure; Léon Meyer, député-maire; les parlementaires et les autorités.

Immédiatement, un cortège s'est formé et a gagné la place Gambetta où le ministre a déposé des fleurs au pied du monument aux morts. Puis a commencé à travers le port une randonnée marquée d'arrêts plus ou moins longs qui ont permis au ministre de visiter les installations.

M. de Monzie s'est notamment arrêté au quai d'escale à la gare transatlantique, devant laquelle le paquebot « Normandie » est à quai, à la grande forme de radoub et à ses annexes, etc...

Le cortège s'est ensuite rendu à Harfleur pour examiner sur place le projet de déviation au sud de cette ville de la route nationale n° 182, qui se dirige vers Tancarville, Caudebec et Rouen.

Après cette visite, M. de Monzie a présidé dans un grand hôtel du Havre un déjeuner offert en son honneur par la municipalité du Havre, la Chambre de commerce et le port autonome.

En réponse à divers orateurs, le ministre a défini les buts de sa visite au Havre.

Il y a un quart de siècle, a-t-il dit, qu'il est en rapport avec les organisations syndicales de la ville. Aujourd'hui, le ministre vient au sujet du pont-route qu'il faut réaliser rapidement.

S'adressant plus spécialement à M. Henri Thieullent, président de la Chambre de commerce, M. de Monzie constata que la coordination du rail et de la route était faite, mais qu'il restait à réaliser celle du rail et de l'eau, qui doit être établie sur des bases différentes.

Affirmant ensuite l'utilité de la voie de Seine, le ministre assura la batellerie de la Seine de son assistance.

Répondant au sénateur Thoumyre, le ministre dit l'effort accompli pour l'amélioration des transports ruraux.

Puis il exalta la réalisation du Havre « port impérial » dont l'agglomération industrielle va stocker le pétrole nécessaire à la défense nationale. « Nulle part sur nos côtes, un port n'offre autant de possibilités, déclara M. de Monzie, longuement applaudi.

A 16 h. 30, le ministre fut reçu à la Chambre de commerce pour examiner tout d'abord, en petit comité, les plans qui lui ont été soumis d'un projet de travaux à Tancarville, puis ensuite, en séance solennelle.

A 18 h., une réception eut lieu à l'hôtel de ville, au cours de laquelle MM. Léon Meyer, de Monzie et Coty prirent la parole. Après quoi, à 19 h., un dîner intime fut offert au ministre qui prit le train à 20 h. 18, pour Paris.

M. Marc Rucart préside l'assemblée générale des secouristes français

Paris, 22 janvier. — A la Sorbonne s'est tenue l'assemblée générale annuelle des secouristes français.

Le ministre de la Santé publique, M. Rucart, a prononcé un discours soulignant le rôle bienfaisant des secouristes « pèlerins de la fraternité. »

Les vœux du parti républicain national et social

Paris, 22 janvier. — La commission exécutive du Parti républicain national et social réunie sous la présidence de M. Pierre Taittinger, député de Paris, président du parti, a adopté à l'unanimité un ordre du jour disant notamment que le parti est persuadé d'interpréter le sentiment unanime du peuple de France en déclarant qu'il ne saurait, en aucune façon, admettre des revendications inadmissibles formulées par la diplomatie italienne.

Enfin, le parti « espère que le gouvernement comprendra la nécessité à la fois d'envoyer à Burgos un représentant diplomatique et de ne pas se désintéresser des problèmes de l'Europe centrale où l'Allemagne mène une partie diplomatique serrée. »

Au Parti démocrate populaire

M. Raymond Laurent se défend d'être interventionniste, mais il réclame le respect de la non-intervention par tous

Saint-Etienne, 22 janvier. — Au cours d'une réunion de propagande des démocrates populaires, M. Raymond Laurent, député, a déclaré notamment « que les mêmes hommes politiques qui ont été pour l'envoi d'une nouvel ambassadeur à Rome et qui ont été déçus par les revendications de M. Mussolini, le seront aussi par celles du général Franco. »

M. Laurent s'est défendu de vouloir une intervention en Espagne, mais il veut, a-t-il dit, que la France fasse respecter la non-intervention par l'Italie et l'Allemagne.

Au Parti socialiste français

Paris, 22 janvier. — La commission administrative du Parti socialiste français réunie sous la présidence du secrétaire général du parti, M. Georges Etienne, a reçu l'adhésion de M. Maurice Violette, ancien ministre, et a voté un ordre du jour « invitant le gouvernement et le Parlement à coopérer à un regroupement des démocraties pacifiques pour la sauvegarde des droits des peuples et de la paix. »

« Un ultimatum italo-allemand suivra la chute de Barcelone », annonce M. Paul-Boncour

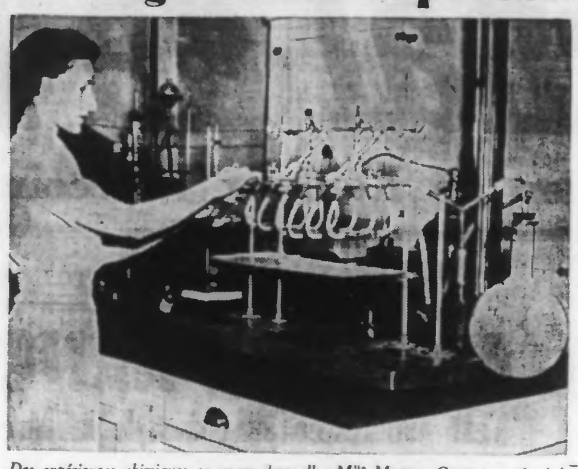
Romorantin, 22 juillet. — Au cours d'un meeting pour la paix, M. Paul-Boncour a proclamé que « si Barcelone tombe, nous n'attendrons pas longtemps un ultimatum italo-allemand tendant à nous arracher ce que nous ne voulons pas donner, mais que nous nous apprêtons à si mal défendre. »

A la conférence nationale du parti communiste

Paris, 22 janvier. — Au cours de la seconde journée de la conférence nationale du Parti communiste, M. Cachin a déclaré que le meilleur moyen de porter secours aux républicains espagnols était de faire l'unité politique de la classe ouvrière française et d'abord celle des partis communiste et socialiste.

M. Duclos a fait ensuite le procès des décrets-lois « qui, prétendit-il, ne peuvent rien résoudre, ni du point de vue de l'équilibre du budget, ni de celui du développement de la production. » Puis il a, à son tour, préconisé l'unité des forces ouvrières.

Du sang humain en poudre...



Des expériences chimiques au cours desquelles Mlle Myrtie Craver a réussi à dessécher le sang humain, viennent d'avoir lieu à l'Université de Baylor, dans le Texas. (Ph. France-Presse.)

Le sang réduit à l'état de poudre, — les cellules rouges ayant été éliminées, — est conservé dans des tubes de verre. Il garde ainsi indéfiniment toutes ses propriétés et peut, employé avec de l'eau distillée, être utilisé comme sérum.

EN ALLEMAGNE

Pour financer la production de son matériel de guerre, l'Allemagne va, de nouveau, se livrer à l'inflation

Londres, 22 janvier. — L'« Observer », dans son éditorial, commente en ces termes le départ de M. Schacht de la Reichsbank :

« Le renvoi du président de la Reichsbank est un événement sur le sens duquel on ne saurait se méprendre ; quelle que soit la méthode qui sera adoptée, il est maintenant clair que l'Allemagne financera la production de son matériel de guerre en faisant de l'inflation.

» Le Dr Schacht, poursuit le journal, est « limogé » avec la même absence de scrupule que les militaires, les diplomates et hommes politiques que M. Hitler a trouvés sur son chemin. Le dernier acte du drame que fut la carrière du Dr Schacht, comme le premier, d'ailleurs, a été un appel à M. Montagu Norman. Dans le premier cas, le président de la Reichsbank demandait de l'aide pour lutter contre l'inflation et réussit à l'obtenir. Dans le second, il s'agissait d'obtenir l'aide de l'Angleterre pour faire payer les malversations nazies, aide qui fut refusée. Le Dr Schacht avait commencé par sauver l'Allemagne. Il quitte son poste au moment où elle s'abandonne de nouveau à l'inflation. »

La nomination à San-Francisco du capitaine Wiedemann est mal accueillie aux Etats-Unis

Washington, 22 janvier. — La prochaine arrivée du capitaine Wiedemann à San Francisco comme consul général d'Allemagne est mal accueillie dans les milieux américains, qui soulignent que l'intimité entre M. Hitler et l'ancien officier d'infanterie bavarois de la grande guerre, n'est pas de nature à attirer les sympathies. Les bruits selon lesquelles le capitaine Wiedemann serait appelé ultérieurement à succéder à M. Dickhoff comme ambassadeur à Washington, donnent lieu à des commentaires particulièrement défavorables.

On rappelle, en effet, que le nom du capitaine Wiedemann a été prononcé au cours du récent procès d'espionnage à New-York.

Le docteur Gœbbels ne comparaîtra pas devant un tribunal d'honneur

Berlin, 22 janvier. — Les milieux compétents démentent, de la façon la plus catégorique, que le ministre Goebbels ait été cité devant le tribunal du parti.

L'élection législative de Saint-Quentin

Il y a ballottage

Saint-Quentin, 22 janvier. — Voici les résultats de l'élection législative de la 1re circonscription de Saint-Quentin :

Ont obtenu :

MM. Bugain, S.F.I.O.	4.190	voix
Arthur Robert, radical, groupe Cathala	4.144	»
Pelat, communiste	2.490	»
Molinier, frontiste	383	»

Il y a ballottage.

Il s'agissait de remplacer le docteur Hollande, socialiste, décédé.

M. Paul Delique, radical-socialiste, est élu conseiller général dans le canton Nord d'Abbeville

Dimanche a eu lieu le scrutin de ballottage pour l'élection d'un conseiller général du canton nord d'Abbeville, en remplacement de M. Ternois, radical-socialiste, décédé.

En voici les résultats :

M. Paul Delique, maire d'Abbeville, radical-socialiste, seul candidat, a été élu par 1.867 voix.

Les trois autres concurrents s'étaient retirés à la suite des résultats du premier tour.

M. Jean Deschanel, député, est élu conseiller général de Nogent-le-Rotrou

Nogent-le-Rotrou, 22 janvier. — Dimanche a eu lieu une élection au Conseil général dans le canton de Nogent-le-Rotrou en vue de remplacer M. Roussard, républicain de gauche, décédé.

En voici les résultats :

MM. Jean Deschanel, député, indépendant de gauche	1.103	voix ELU
Louis Aveline, radical-socialiste	886	»
Brouard, communiste	135	»

Un républicain U.R.D. est élu dans un canton lyonnais

Lyon, 22 janvier. — Dans le canton de Condrieu (scrutin de ballottage) : M. Gallet, maire d'Anpuis, U.R.D., 1.130 voix, est élu ; M. Carillant, radical-socialiste, 1.105 voix. Il s'agissait de remplacer M. Masn, radical, décédé.

La séance solennelle de la Société de Géographie de Lille

Après la Société des sciences et la Société industrielle, la Société de géographie de Lille a tenu, dimanche, sa séance solennelle.

Cette troisième et dernière réunion avait réuni un auditoire aussi nombreux et aussi intéressé.

Aux côtés de M. Paul Damour, avaient pris place M. Gabriel, représentant le préfet du Nord ; le général Doumenc, commandant la 1re Région ; MM. Maximilien Sorre, directeur de l'enseignement du 1er degré ; Louis Nicolle, ancien ministre ; Hardy, recteur de l'Université ; le chanoine Lemors, représentant Mgr Lesne, recteur des Facultés catholiques ; G. Decoster, président de la Société industrielle, ainsi que les membres du bureau de la société : MM. René Le Fort, Marcel Decroix, Robert Wibaux et E. Masurel-Prouvost, vice-présidents ; Pierre Deffontaines, secrétaire général, etc...

La musique du 43e prêtait à cette manifestation son concours toujours apprécié.

Après avoir montré les divers aspects de l'activité de la Société de géographie, M. Damour évoqua les bouleversements territoriaux de l'année dernière, puis il relata le voyage qu'il fit pour le compte de la Ligue maritime et coloniale après les événements de septembre au Maroc, en Algérie et au Sahara. Ce voyage lui a remonté le moral et lui a redonné davantage confiance dans la solidité de notre empire et les grandes destinées qui s'ouvrent devant lui.

Dans son rapport, le secrétaire général de la société, M. Pierre Deffontaines, passa en revue les événements géographiques de l'année et souligna la réalisation de l'unité française sur la grande idée de l'empire colonial français. Il se réjouit enfin de l'activité constatée dans le domaine de la science géographique.

M. Sorre, directeur de l'enseignement du premier degré au ministère de l'Education nationale, exposa tout d'abord les raisons de la réforme du programme de la géographie au certificat d'études. Dans la seconde partie de son exposé, après avoir signalé le danger de dispersion que présentent les divers aspects de la géographie et insisté sur les relations étroites de ces divers compartiments, le conférencier établit que le plus important de ces « ponts » est celui qui unit la climatologie et la biologie.

Il fut ensuite procédé à la remise des prix de l'année.

Les principales îles des Canaries ont-elles été mises à la disposition de la flotte allemande ?

Paris, 22 janvier. — Voici, à titre documentaire, un extrait d'un article publié par « L'Epoque », sous la signature de M. Jean Perrigault:

« En janvier 1939, les trois îles Canaries: la Grande Canarie, Ténériffe et Fuerteventura sont devenues une base excellemment outillée à la disposition de la flotte allemande de l'Atlantique. Plus de trois mille Allemands s'y affairent.

» Si mon information est exacte, c'est dans l'île Fuerteventura que sont entreposées, entre autres, un nombre important de mines flottantes de petit modèle, renfermant un explosif nouveau et particulièrement puissant.

» Regardez la carte: c'est à quelques milles de Fuerteventura que passe tout le trafic entre Dakar et la France. Combien de transports pourraient emprunter cette route si elle était minée ? »

ICI, POSTE ÉMETTEUR DE LA CORSE LIBRE

c'est l'indicatif d'un poste étranger clandestin

Marseille, 22 janvier. — Un poste clandestin et étranger, sur 31 mètres de longueur d'onde émet vers 20 heures depuis une huitaine de jours, de curieuses histoires sous l'indicatif : « Ici poste émetteur de la Corse libre ». Ce poste réclame l'indépendance de la Corse.

Une terrible collision d'autos à Epinay

DEUX MORTS, SEPT BLESSÉS

Paris, 22 janvier. — Deux voitures automobiles sont entrées en collision dimanche soir, au carrefour situé à la limite de la commune d'Epinay. Le conducteur de l'une des voitures, M. André Keruzoue, originaire de Quimper, a été tué sur le coup. Les occupants de sa voiture, M. Jean Keruzoue, M. Philippe Hennec, M. Hubert du Serre, 18 ans, Mlle Françoise Telmont, 16 ans et Mlle Jeanne Carruthag, ont été grièvement blessés.

Le conducteur de l'autre voiture, M. Gustave Blot, né à Lisieux (Calvados), demeurant à Paris, a été aussi tué sur le coup. Dans cette voiture se trouvaient deux femmes et un enfant dont l'état est grave mais qui n'ont pas encore été identifiés.

OFFREZ VOTRE TERRAIN AUX ACQUÉREURS DE TERRAIN QUI LISENT RÉGULIÈREMENT LES ANNONCES.

DERNIERE HEURE

Les nationalistes seraient à une vingtaine de kilomètres de Barcelone

Lérida, 22 janvier. — (D'un des envoyés spéciaux de l'Agence Havas):

Les forces nationalistes ont atteint le front dimanche soir, dans le secteur de la côte, à une distance allant de 19 à 22 kilomètres de Barcelone.

Elles ont atteint Manresa en pleine zone montagneuse et sont parvenues sur la Sierra de La Crux qui domine la ville au nord-ouest. On prévoit que Mansera sera occupé ou débordé lundi.

La résistance de l'adversaire est inexistante. De nombreux groupes de mitrailleurs perdus ou isolés, luttent encore par endroits.

L'artillerie adverse ne s'est pas mise en position depuis cinq jours sur des secteurs ayant une grande extension.

Le nombre des prisonniers ou des hommes passés dans les lignes des nationalistes, depuis deux jours, est évalué à plus de quatre mille.

Dans un discours aux agriculteurs, M. Mussolini a, de nouveau, vilipendé « les adversaires professionnels du fascisme »

« Le Vatican, selon un prélat français, aurait conseillé à la France de tenir dur. Mais si, demain, il se trouvait un Italien, et il se trouvera, pour dire aux Italiens de tenir plus dur encore ! »

Rome, 22 janvier. — Dimanche, au théâtre Argentine, devant plusieurs milliers d'agriculteurs réunis pour recevoir les récompenses de la « bataille » annuelle du blé, M. Mussolini a prononcé un discours dans lequel il a fait plusieurs allusions à la tension franco-italienne.

Le Duce a d'abord rappelé l'angoisse qui a saisi les paysans italiens au cours de l'hiver dernier, où pendant des mois il n'est pas tombé une goutte d'eau.

— En mai, a-t-il dit, il a plu. La récolte était sauvée. Mais nous avions assisté aux plus noires spéculations étrangères sur la faim des populations italiennes et sur les conséquences économiques qui en dériveraient, le tout enveloppé du plus démocratique et dégoûtant cynisme de sentiments humanitaires.

M. Mussolini a rappelé ensuite son mot prononcé en septembre dernier « sur les ennemis trop stupides pour être dangereux. » Il a déclaré qu'il l'adressait aux adversaires professionnels du fascisme :

— Je le confirme aujourd'hui de la manière la plus formelle, ajouta-t-il.

Puis le chef du gouvernement italien a fait de l'ironie sur les campagnes de presse qui répondent à l'étranger à la presse italienne. Il a dit que s'il lisait à ses auditeurs tout ce que les adversaires du fascisme à l'étranger écrivent contre le peuple italien et contre celui qui parle « vous ririez si fort que, malgré la barrière des Alpes, les carreaux des métropoles voleraient en éclats. »

— Voulez-vous savoir la dernière ? s'écria-t-il, elle n'est pas écrite parce qu'elle est de ce matin. Le Vatican, selon un prélat français, aurait conseillé à la France de tenir dur (la foule rie), je suis convaincu que nous sommes devant une fameuse idiotie, mais si, demain, il se trouvait un Italien, et il se trouvera, pour dire aux Italiens de tenir plus dur encore ?

M. Mussolini déclara ensuite que ceux qui pensaient plier le fascisme « par la faim des populations » furent étonnés par les chiffres de la récolte de 1938, presque 81 millions de quintaux. En une saison aussi hostile, s'écria-t-il, nos adversaires restèrent confondus par deux excellentes récoltes. En aurons-nous une troisième ?

La foule répond « Oui ».

« C'est difficile à prévoir, constata M. Mussolini », en tout cas, il annonça, aux acclamations de la foule, que les prix du blé resteraient inchangés pendant 1939.

Pour conclure, le Duce ajouta que c'est aussi la politique du fascisme de « conserver à l'Italie une forte masse rurale, orgueilleuse de travailler la terre en Italie et en Afrique, et de préserver la race. Qu'elle soit prête à défendre par les armes cette terre, désormais historiquement identifiée. »

Le futur service aérien resserrera les liens entre les Etats-Unis et les démocraties européennes

Washington, 22 janvier. — L'autorisation donnée par le gouvernement français aux Etats-Unis pour l'organisation d'un service aérien transatlantique est commentée avec une grande satisfaction dans les milieux politiques américains.

Ceux-ci soulignent, en effet, l'importance qu'une liaison aérienne avec les puissantes démocraties, l'Angleterre et la France, serait susceptible de prendre si un conflit survenait en Europe.

Les milieux américains ajoutent que ce nouveau service aérien rapprochera davantage encore la France et les Etats-Unis, en multipliant le contact entre les personnalités de ces pays.

L'organe officiel du parti nazi poursuit ses odieuses attaques contre le Saint-Siège

Berlin, 22 janvier. — L'organe officiel du parti nazi, le « Vœlkischer Beobachter » poursuivant ses attaques contre le Saint-Siège, déclare que le Vatican abrite « l'une des émigrations des plus dangereuses du monde », et que l'organe officiel de l'Eglise catholique est dirigé par des personnalités extrêmement douteuses.

« En ce qui concerne l'Allemagne, écrit-il, la présence au Vatican d'anciens chefs du parti centriste suffit à expliquer d'où vient l'agitation anti-allemande des milieux catholiques. De pareilles idioties ne peuvent germer que dans l'atmosphère étouffante du Vatican, où des émigrants sans valeur sont considérés comme les représentants autorisés de grands peuples. Naturellement tout cela est aussi en rapport avec la politique de M. Roosevelt par le truchement du cardinal excitateur Muendelein ».

Un communiqué officiel sur les entretiens italo-yougoslaves

Belgrade, 22 janvier. — Voici le texte du communiqué qui a été publié sur les entretiens italo-yougoslaves :

« La visite amicale que le comte Ciano a rendue au chef du gouvernement yougoslave, ministre des Affaires étrangères, docteur Milan Stoyadinovitch, a fourni l'occasion d'un échange de vues approfondi, empreint de la plus grande cordialité. Les deux hommes d'Etat ont pu constater, une fois de plus, avec satisfaction, le fonctionnement parfait et les résultats heureux du pacte italo-yougoslave du 25 mars 1937, qui constitue un des éléments fondamentaux de la politique des deux pays.

» Dans le même temps, ils ont procédé à l'examen des diverses situations en Europe, qui intéressent également l'Italie et la Yougoslavie, et ils ont réaffirmé leur commune volonté de continuer à approfondir leur collaboration, pour la consolidation de la paix et de l'ordre dans cette partie de l'Europe, d'accord avec tous les pays intéressés et en relation aussi avec de récentes manifestations de pays voisins de la Yougoslavie, qui ont trouvé à Belgrade un écho favorable.

» L'Italie a apporté à cette œuvre de collaboration l'esprit constructif qui caractérise l'axe-Rome-Berlin.

» Par la même occasion, les relations économiques entre l'Italie et la Yougoslavie ont été l'objet d'un examen attentif. Il a été constaté que les deux économies étant complémentaires, il existe aussi dans ce domaine de grandes et vastes possibilités de développement, pour la réalisation desquelles les deux gouvernements ont décidé d'intensifier leurs contacts ».

Un commandant de division aérienne soviétique est rayé des cadres

Il avait chômé le jour de Noël !...

Moscou, 22 janvier. — Le chef intérimaire de la division aérienne d'Extrême-Orient, Pikov, a été rayé des cadres pour indiscipline. Il avait chômé pour la Noël orthodoxe.

L'organe officiel de la Ligue des athées dénonce ainsi tous les fonctionnaires qui ont chômé pour le même pieux motif. Ceux-ci sont destitués.

Les journaux publient des listes de chefs d'entreprises condamnés pour indisciplines diverses.

Depuis quinze jours, dans la région de Verdun et de Metz, un cambrioleur se joue de la police

Bar-le-Duc, 22 janvier. — La police recherche, dans les régions de Verdun et de Metz, le nommé Charles Gasch, qui s'évada le 8 janvier de la maison d'arrêt de Verdun, où il était détenu pour cambriolage.

Depuis son évasion, on a pu établir que Gasch avait volé successivement trois motocyclettes dans des casernes, ainsi que deux bicyclettes. Il a, en outre, à son actif, le cambriolage de la cantine du 6e Régiment de cuirassiers et d'un magasin de nouveautés de Verdun.

Charles Gasch, qui faisait la navette entre Metz et Verdun, s'était, à l'entrée de cette dernière ville, heurté à un barrage de gendarmerie. Il parvint à s'enfuir à travers champs en essuyant des coups de feu et en abandonnant sur la route une musette contenant un couteau à cran d'arrêt et un attirail de cambrioleur.

D'autre part, on a retrouvé dans une rue de Metz, une motocyclette détériorée volée par Gasch à un militaire de Verdun. On suppose que le malfaiteur a été victime d'un accident.

La police le recherche activement.

Un sardinier de Casablanca sombre avec douze personnes à bord

Un seul marin a pu être recueilli

Casablanca, 22 janvier. — Le sardinier « Armande », du port de Casablanca, ayant à son bord un équipage de douze personnes, composé pour une moitié d'indigènes et pour l'autre d'Européens, a sombré dimanche matin, en vue de Fedala, par suite de l'état de la mer. Un remorqueur du port a réussi à sauver un indigène.

Les recherches, qui se poursuivent actuellement n'ont pas encore permis de retrouver les autres pêcheurs, qui sont considérés comme perdus.

Quatre cambrioleurs sont arrêtés à Dijon

Dijon, 22 janvier. — Quatre malfaiteurs ont été arrêtés à Dijon. Ce sont les nommés Raymond Naudet, 24 ans, employé à l'Ecole pratique de Dijon; Emile Goisset, 25 ans, chauffeur d'automobile en chômage; Robert Lemoine, 24 ans, employé de chemin de fer, et un jeune homme de 19 ans, un complice, Lucien Doussot, a été arrêté peu après à Pontarlier.

Depuis le 11 novembre, ces individus avaient commis à Dijon et dans la région des cambriolages de magasins, ainsi que des vols de bijoux, d'argent et d'automobiles. On se demande, en outre, s'ils ne seraient pas les auteurs d'une agression dont a été victime un cafetier.

— Le « Volkischer Beobachter » publie les mémoires de Corneliu Codreanu ancien chef de la Garde de fer roumaine. Une traduction intégrale du livre paraîtra prochainement en Allemagne.

— Le « Giornale d'Italia » annonce comme « prochaine et certaine » la conclusion d'un pacte de non-agression et d'amitié entre la Yougoslavie et la Hongrie et la convocation d'une conférence économique entre les deux pays pour le développement de leurs rapports commerciaux.

Dernières Nouvelles Sportives

HIPPISME

Hier, à Nice

Prix des Citronniers (8 partants). — 1er, Antarès (H. Gleises); 2e, Buland Bebe (A. Reinette); 3e, Katch Gandava (F. Mantelet). — Mutuel : 10, 9.50, 7.50, 8.

Prix des Œillets (5 partants). — 1er, Lord Bob (A. Neel); 2e, Le Balayeur (S. Rochet). — Mutuel : 18, 10, 12.

Prix de la Ville de Nice (8 partants). — 1er Delphinos (H. Gleises); 2e, La Gabelle (H. Bontemps); 3e, Ingre (Bonaventure). — Mutuel : 18, 8, 20.50, 7.50.

Prix Charles Liénart (7 partants). — 1er, Œillet blanc 2 (T. Durn); 2e, Miteouko (H. Gleises). — Mutuel : 14.50, 7.50, 7.

Prix du Reuil (6 partants). — 1er, Dark (G. Gigant); 2e, Wyoming (R. Bates). — Mutuel : 13.50, 7, 7.